

Le logement, la foudre et les paratonnerres

Comme c'est touchant tout ce beau monde qui s'apitoie sur le sort des sans-logis. Balladur promet de ne pas envoyer les flics déloger ceux que l'Abbé Pierre a installés dans un immeuble vide. Chirac promet de faire des réquisitions, mais sans savoir s'il a le droit. L'opposition se dit bien sûr du côté des sans-logis. Et les journalistes nous inondent de reportages larmoyants sur les miséreux.

Malheur aux pauvres qui seraient sensibles à ces larmes de crocodile ! Car ces gens-là sont tous dangereux.

Tous ces politiciens qui squattent la télé à tous les étages, ils n'avaient pas assez d'heures d'antenne pour aborder le problème plus tôt ?

Et cette télé, ces journaux, pourquoi ont-ils besoin d'attendre un évènement pour parler du problème ? Il serait quand même plus facile à un journaliste honnête et sincère d'écrire quelques lignes bien senties ou de filmer la réalité, que pour l'Abbé Pierre d'avoir le courage d'organiser une manifestation et de déjouer la police.

Ces gens-là ne sont inquiets que d'une chose : acheter des voix et les postes d'élus qui vont avec pour les uns, vendre des journaux et des pubs pour les autres. Et ce n'est que la peur de laisser le marché à un concurrent qui les fait tous se réveiller, et les incite à essorer une larme.

On nous dit qu'il n'y a pas assez de logements, qu'il faudrait en construire au moins 150 000 d'urgence. Eh bien nous allons peut-être être les seuls à le dire, mais ce n'est pas vrai. Ce n'est pas comme cela que le problème se pose. A quoi serviraient de construire même 500 000 logements de suite, si en face on sait que les gens qui en ont besoin ne disposent pas même de 2 500 F par mois ? Ou alors, il faudrait que le gouvernement, ou l'opposition, ou dieu sait qui, s'engage à ce que ces logements soient accessibles gratuitement. Mais personne n'avance ce programme !

Leur soi-disant "crise" du logement, le monde ouvrier la connaît depuis bien longtemps. Au siècle dernier déjà, Engels, un compagnon de

Marx écrivait : "*Le capital, ceci est maintenant établi, ne veut pas abolir la pénurie de logements, même s'il le pouvait*".

C'était clair, et c'est toujours vrai : "*ils ne veulent pas*". Aujourd'hui on peut très facilement et très rapidement construire des logements en quantité, mais les capitalistes du béton et de l'immobilier ne le veulent pas. Ils savent qu'il y a 12 millions de gens en France qui vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté, c'est-à-dire 2480 F par mois et par personne, et 5 millions qui sont en dessous. Ils n'en concluent pas qu'il faut les aider. Ils en concluent que ces gens ne sont pas intéressants pour eux, qu'ils n'ont pas assez d'argent. Point à la ligne.

Pire : ils font le calcul que les autres, ceux qui peuvent encore se payer un logement à peu près décent, eh bien on peut les faire payer un peu plus cher : en organisant la pénurie. C'est pourquoi les propriétaires, les grosses banques, les grosses compagnies d'assurances qui possèdent des logements par centaines de milliers, maintiennent volontairement vides près de deux millions de logements dans ce pays. C'est ce qui nous oblige à accepter des loyers toujours plus chers, et c'est ce qui rajoute des dizaines de milliers de gens à la rue. Et eux y gagnent des milliards.

L'exclusion leur profite : voilà pourquoi ils ne s'y attaqueront jamais. Et Chirac a beau dire et jouer les abbés Pierre de salon, il doit lui aussi son pouvoir à ces gros financiers et ne s'attaquera donc pas à eux. En y mettant toute son énergie, l'Abbé Pierre a relogé en cinq ans en gros 500 personnes. Alors faisons nos calculs nous aussi.

Faudra-t-il chercher encore après des sauveurs ? Ou ne faut-il pas nous préparer à décharger la foudre de la révolte nous-mêmes, pour ébranler le monde des possédants ?

19/12/1994

L'Ouvrier n° 25

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX